

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 12–14 novembre 2012

QUESTIONS DIVERSES

**Point 13 de l'ordre du
jour**

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2012/13-B
17 octobre 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUR LA VISITE SUR LE TERRAIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM EN COLOMBIE

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter la fonctionnaire du PAM mentionnée ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

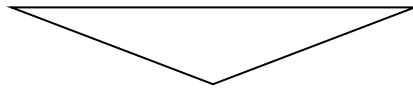
Secrétaire du Conseil
d'administration:

Mme E. Joergensen

tél.: 066513-2603

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport sur la visite sur le terrain du Conseil d'administration du PAM en Colombie" (WFP/EB.2/2012/13-B).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

REMERCIEMENTS

1. Les membres du Conseil qui ont participé à la visite conjointe en Colombie tiennent à adresser leurs sincères remerciements à l'équipe du PAM qui travaille à Bogota et sur le terrain, sous la houlette du Directeur du bureau de pays, M. Praveen Agrawal, pour son grand professionnalisme, ses compétences et son dévouement, sans oublier son accueil très chaleureux.

INTRODUCTION

2. Les membres du Conseil qui se sont rendus en Colombie du 5 au 12 septembre 2012 étaient les suivants: Inde – M. Shobhana Pattanayak, Président du Conseil et Chef de la mission; Cameroun – M. MOUNGUI Médi, Deuxième Conseiller, Représentant permanent adjoint; Chine – M. GUO Handi, Conseiller, Représentant permanent adjoint; Mexique – Mme Emma Rodríguez Sifuentes, Ministre, Représentante permanente suppléante; Finlande – Mme Merja Ethel Sundberg, Ministre-Conseillère, Représentante permanente; République tchèque – M. Jiří Muchka, Deuxième Secrétaire, Représentant permanent; et Commission européenne – Mme Lourdes Magaña de Larriva, Conseillère. Ils étaient accompagnés de la Secrétaire du Conseil, Mme Erika Joergensen.
3. Les participants à la mission ont notamment rencontré des fonctionnaires du Gouvernement ainsi que des représentants de la communauté des donateurs et d'organismes apparentés du système des Nations Unies. Ils ont observé les activités menées par le PAM sur le terrain dans les départements de Córdoba, de La Guajira et d'Atlántico, dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire et de projets Vivres contre travail et Vivres pour la formation; ils ont rencontré des communautés autochtones, se sont rendus dans le Centre des opérations d'urgence d'Atlántico qu'appuie le PAM, et ont pu observer certains projets menés dans le domaine de la nutrition. Les objectifs de la visite sur le terrain étaient les suivants:
 - examiner la nouvelle approche suivie dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) récemment approuvée par le Conseil;
 - constater les progrès accomplis dans la mise en œuvre de cette approche intégrée, laquelle accorde une large place à la transition de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire opérée par le PAM en Colombie, et étudier les possibilités d'étendre les initiatives fructueuses entreprises avec le Gouvernement colombien à d'autres pays où le PAM est présent;
 - observer l'action menée par le PAM aux côtés du Gouvernement colombien pour contribuer à la réalisation de ses Objectifs stratégiques, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités et des institutions en rapport avec la nutrition et la sécurité alimentaire;
 - déterminer si le Gouvernement colombien s'implique et investit davantage dans ses programmes sociaux;
 - observer les opérations que le PAM mène sur le terrain dans les différentes régions du pays, priorité étant donnée aux populations autochtones et afro-colombiennes vulnérables;

- examiner les activités conjointes auxquelles participe le PAM au sein de l'équipe de pays des Nations Unies; et
- évoquer l'impact des programmes du PAM avec des représentants du Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies, les donateurs et les contreparties, notamment les organisations non gouvernementales (ONG) et les bénéficiaires.

CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIOÉCONOMIQUE, ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SITUATION HUMANITAIRE

4. La Colombie est un pays à revenu intermédiaire qui se classe au 79^{ème} rang du classement se rapportant à l'indice de développement humain. C'est une démocratie stable qui attire des investissements étrangers de plus en plus importants et dont l'influence grandit sur les scènes régionale et mondiale. Selon les prévisions, l'économie colombienne devrait croître de 5 pour cent environ en 2012.
5. En dépit de ces indicateurs positifs, quelque 45,5 pour cent des 44,4 millions d'habitants du pays vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 2009, et environ 16,8 pour cent étaient considérés comme étant extrêmement pauvres. En moyenne, le taux national de retard de croissance est de 12 pour cent, et le taux d'insuffisance pondérale de 7 pour cent. Pour les personnes déplacées, les chiffres sont bien supérieurs, puisqu'ils atteignent 23 pour cent et 13,9 pour cent respectivement. En Colombie, l'insécurité alimentaire est liée au manque d'accès à la nourriture et à la mauvaise utilisation des aliments, lesquels sont dus à l'insuffisance du pouvoir d'achat ou à l'absence d'infrastructures adéquates d'approvisionnement en eau et d'assainissement, plutôt qu'à un problème de disponibilité alimentaire.
6. Près de 50 années de conflit armé avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée nationale de libération (ELN), l'existence de réseaux de trafic de stupéfiants, l'apparition d'autres groupes criminels après la démobilisation des groupes paramilitaires en 2005 et les très hauts niveaux d'inégalité ont eu de graves répercussions sur la situation des droits de l'homme et de la sécurité alimentaire, entraînant d'importants déplacements de populations, une pauvreté extrême dans les zones rurales, des taux de malnutrition relativement élevés et l'un des niveaux d'inégalité de revenus les plus marqués au monde. La situation de la population déplacée se caractérise par une extrême pauvreté, de mauvaises conditions de logement, des taux de dépendance élevés, un accès insuffisant et irrégulier aux possibilités de génération de revenus et un accès limité aux programmes gouvernementaux de protection sociale.
7. Les groupes les plus touchés sont les peuples autochtones, les communautés afro-colombiennes, les femmes et les enfants, qui doivent faire face au recrutement forcé, à la violence sexuelle et à un accès à l'assistance restreint. Ces populations vivent habituellement dans des régions rurales ou semi-urbaines reculées où les capacités institutionnelles sont limitées et où l'État est peu présent. Les catastrophes naturelles, conséquences du changement climatique, touchent aussi les victimes du conflit et les personnes vulnérables.
8. Il est généralement admis que la Colombie compte environ 4 millions de personnes déplacées, dont 49,5 pour cent de femmes, 38,4 pour cent d'enfants, 2,53 pour cent d'autochtones et 9,1 pour cent de membres de communautés afro-colombiennes.

9. Ces deux dernières années, le Gouvernement du Président Juan Manuel Santos Calderón a mis en place un ambitieux plan national de développement et un programme exécutif et législatif destinés à lutter contre certaines causes profondes du conflit et à consolider l'État de droit. En juin 2011, le Président Santos a promulgué la loi sur les droits des victimes et la restitution des terres. Celle-ci vise à donner réparation à plus de 4 millions de victimes au moyen d'une indemnisation et par la restitution aux personnes déplacées et aux communautés rurales de terres appropriées depuis 1985. Cette loi a été signée par le Président Santos en présence du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, BAN Ki-moon.
10. Bien que la situation humanitaire se soit améliorée depuis dix ans et que le nombre de personnes déplacées diminue, on compte toujours environ 150 000 nouveaux déplacés par an, dont 75 pour cent de femmes et d'enfants. Le déplacement de population en Colombie est d'un genre très particulier: le phénomène est appelé "*gota a gota*" (goutte à goutte), les familles étant expulsées une par une de leurs terres ou de leur maison, sans qu'il existe de camp où se réfugier. La plupart des personnes déplacées quittent les régions rurales pour gagner la périphérie des villes, où elles se retrouvent sans emploi, vivent dans des conditions matérielles et sanitaires précaires et sont confrontées à la violence et à la discrimination.
11. En septembre dernier, le Gouvernement et les FARC ont entamé des négociations de paix, qui ont été saluées par la majorité de la population colombienne. Le programme des négociations porte sur des questions essentielles au développement de la Colombie, notamment la sécurité alimentaire et le développement rural, considérés comme des points à traiter en priorité dans un avenir proche.

CONSTATATIONS ET OBSERVATIONS

Relations avec le Gouvernement

12. Le PAM collabore avec les autorités nationales et régionales colombiennes à divers niveaux de l'administration, l'objectif étant de renforcer les capacités et les institutions. Les participants à la mission ont constaté avec satisfaction que le PAM était considéré comme un partenaire fiable et stratégique du Gouvernement colombien, conformément à la vision d'avenir formulée par le PAM pour ce pays, à savoir devenir le partenaire privilégié de l'action menée par le Gouvernement en faveur du changement et du développement, en vue de réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Colombie. Comme l'a souligné la Vice-Ministre des relations multilatérales, Mme Patti Londoño Jaramillo, pour le Gouvernement le PAM illustre la coopération efficace qui peut être instaurée entre le Gouvernement colombien et les organismes des Nations Unies, et les objectifs du PAM en Colombie sont adaptés aux besoins et exigences spécifiques du pays sur le plan social, tels qu'ils sont définis dans le Plan national de développement et dans la Stratégie colombienne de coopération internationale, et ce conformément à la transition stratégique opérée par le PAM de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire. Il a également été noté que le PAM était considéré comme un acteur important par les communautés locales œuvrant en faveur du développement, les organisations de terrain, les institutions locales et régionales, et les autorités nationales. Les membres du Conseil ont observé la façon dont procédait le PAM pour fournir des orientations et une assistance technique aux autorités colombiennes en vue de transférer à celles-ci la responsabilité de ses projets.

Relations avec l'équipe de pays des Nations Unies

13. En Colombie, l'équipe de pays des Nations Unies concentre son action sur le renforcement des capacités nationales, sociales et institutionnelles; 23 organismes des Nations Unies travaillent actuellement aux côtés du Gouvernement. Une prolongation, jusqu'en décembre 2014, du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) a été signée le 31 août, conformément aux priorités nationales du Gouvernement colombien énoncées dans le Plan national de développement (2010–2014) et dans la Stratégie de coopération internationale. Ces priorités sont les suivantes: réduction de la pauvreté; développement durable; gouvernance et droits de l'homme; paix, sécurité et réconciliation; et aide humanitaire.
14. Les membres du Conseil ont constaté que le personnel du PAM était intégré dans l'équipe de pays des Nations Unies. Le PAM est le plus gros organisme en termes de couverture et de dépenses, et son travail est très apprécié. Il participe à deux des six programmes conjoints que les organismes des Nations Unies mettent en œuvre en Colombie depuis 2008 – l'un consacré à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et l'autre, à la coordination de l'action humanitaire – et sa stratégie est conforme au PNUAD. En particulier, le PAM est chargé du volet thématique du PNUAD sur l'enfance, la sécurité alimentaire et la nutrition. Parmi les autres participants aux activités relevant de ce volet figurent le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Le Groupe chargé des OMD, à New York, a présenté à plusieurs reprises cette initiative comme l'un des volets thématiques relatifs aux OMD les mieux dirigés et un exemple de pratique optimale.
15. Cela étant, il est largement possible d'améliorer l'initiative Unis dans l'action et d'étendre le champ de la coopération, en particulier avec la FAO, l'UNICEF et l'OMS. Les membres du Conseil n'ont pas pu rencontrer de représentant du Fonds international de développement agricole (FIDA), cet organisme n'étant pas présent dans le pays.

Approche intégrée visant à lutter contre l'insécurité alimentaire chez les ménages très vulnérables touchés par les déplacements et la violence

16. L'une des activités les plus importantes du PAM en Colombie consiste à renforcer la capacité institutionnelle en matière de prévention, de préparation et d'intervention pour ce qui est des situations d'insécurité alimentaire créées par le conflit armé. Les activités d'assistance en cas d'urgence menées par le PAM s'adressent principalement aux populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle victimes du conflit. Les membres du Conseil se sont rendus sur des sites où sont réalisées des activités de ce type, dans la municipalité de Tierralta, dans le département de Córdoba.

Activités Vivres pour la formation et Vivres contre travail

17. Les membres du Conseil ont observé le déroulement d'activités Vivres pour la formation du PAM ciblant les familles déplacées les plus vulnérables de Barrio 9 de Agosto, une zone marginalisée de la périphérie urbaine de Tierralta où des familles déplacées se sont installées ces deux dernières années. La population de cette zone vit dans la misère et pâtit de mauvaises conditions de logement, a peu de possibilités d'accès aux activités génératrices de revenus et a un faible pouvoir d'achat, ce qui se traduit par un manque de diversification du régime alimentaire et un accès limité aux programmes gouvernementaux de protection sociale.

18. Les membres du Conseil ont constaté avec satisfaction l'efficacité avec laquelle le PAM coopère avec ses partenaires. Dans le cadre de ces activités, le PAM collabore très étroitement avec des autorités nationales comme le Département de la prospérité sociale, l'Institut colombien du bien-être familial et l'Institut national de formation, ainsi qu'avec les autorités municipales de Tierralta. Un facteur d'inquiétude est le fait que le PAM vient en aide à certains ménages très démunis, mais n'offre aucun soutien aux autres, ce qui pourrait générer un certain mécontentement dans la communauté. Les autorités municipales devraient se charger de fournir des services publics à cette population et d'intégrer celle-ci dans les programmes gouvernementaux d'assistance.
19. Les membres du Conseil ont pu observer comment les activités Vivres pour la formation et Vivres contre travail contribuaient à améliorer l'accès à la nourriture, à diversifier le régime alimentaire et à remédier aux carences en micronutriments chez les enfants grâce à la distribution de micronutriments en poudre.
20. Dans les communautés rurales de Predio Santa Rosa et de Vereda Canutillal, les membres du Conseil ont constaté avec beaucoup de satisfaction que les projets menés par le PAM et ses partenaires permettaient aux populations de devenir auto-suffisantes et contribuaient à la viabilité à plus long terme. Ces communautés avaient été aidées dans le cadre de la précédente IPSR (2009–2011) à travers les composantes Vivres contre travail et Vivres pour la formation mises en place en partenariat avec le Département de la prospérité sociale, l'Institut colombien du bien-être familial, l'Institut national de formation, la Social Development Corporation et Action contre la faim (Espagne). La contribution de la FAO a également été saluée.
21. Le PAM s'est retiré de ces communautés en 2010, et bien que les résidents soient régulièrement menacés par des groupes armés illégaux, les familles ont poursuivi les activités productives et génératrices de revenus qui étaient initialement appuyées par le PAM, la Social Development Corporation et l'Institut colombien de développement rural.

Renforcement des institutions et sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les communautés autochtones

22. Les communautés autochtones de Colombie sont relativement souvent en proie à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle; elles sont aussi assez fréquemment déplacées ou menacées de l'être, victimes du conflit, ou encore touchées par des catastrophes naturelles causées par le changement climatique. Le PAM mène plusieurs activités dans ces communautés. Les membres du Conseil se sont rendus sur les sites de certains projets mis en place par le PAM en faveur de la communauté autochtone Wayuu, dans le département de La Guajira.

Autonomisation des femmes Wayuu en vue de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leur famille et de leur communauté

23. En Colombie, les inégalités entre les sexes sont courantes et touchent en particulier les femmes rurales et les femmes autochtones. En étroite collaboration avec la communauté Wayuu, le PAM a déterminé les besoins de la population et la façon dont les femmes Wayuu pouvaient contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leur famille. Le PAM organise des activités de formation et de sensibilisation à l'intention des femmes autochtones elles-mêmes, des hommes autochtones, des autorités locales et d'autres acteurs clés. Ses principaux partenaires dans ce domaine sont la Fondation Cerrejón pour l'eau de La Guajira, la Fondation Cerrejón en faveur des populations autochtones de La Guajira, le

Gouverneur du département de La Guajira et le Fonds pour les innovations en faveur de l'égalité des sexes.

24. Lorsque le PAM participe à des activités de développement communautaire, il importe de bien documenter celles qui portent leurs fruits, afin qu'elles puissent être reproduites dans des communautés similaires.

Formation aux questions environnementales, et priorité donnée à l'assainissement, à la gestion de l'eau et à la participation des communautés

25. La région de La Guajira est régulièrement frappée par des épisodes de sécheresse et elle a également subi ces deux dernières années des inondations dues au phénomène climatique La Niña. Ces difficultés, conjuguées au fait que les communautés autochtones sont très dispersées, font que l'eau et la gestion de l'eau figurent parmi les principaux problèmes auxquels ces populations doivent faire face.
26. En partenariat avec la Fondation Cerrejón pour l'eau, la Fondation Cerrejón en faveur des populations autochtones et le Département de la prospérité sociale, le PAM met en œuvre un programme visant à promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que l'éducation en matière d'environnement, en portant une attention particulière à la gestion de l'eau, à l'assainissement et à la participation de la population dans sept communautés autochtones.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle, et changement climatique

27. La Colombie compte parmi les pays les plus touchés par des catastrophes naturelles liées au changement climatique. Le phénomène climatique La Niña a causé la pire catastrophe naturelle de l'histoire du pays: environ 3,8 millions de personnes ont subi une succession d'inondations, de blizzards et de glissements de terrain, qui ont occasionné des pertes dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. La saison des pluies et les inondations consécutives ont eu aussi de graves répercussions sur la santé de la population et sur les habitats naturels. Elles ont entraîné des déplacements de population, des pénuries d'eau destinée à la consommation domestique et une baisse du rendement des cultures, et elles ont endommagé les infrastructures de services sociaux, les systèmes de drainage et d'autres infrastructures clés.

Centre pour les opérations d'urgence d'Atlántico

28. Dans le département d'Atlántico, le PAM a fourni des orientations et une assistance technique et assuré des stages de formation à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux participant à la gestion du Centre pour les opérations d'urgence d'Atlántico et aux activités de préparation et d'intervention en cas de crise. Ces activités visent à renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise dans le département d'Atlántico et dans la région Caraïbe, en particulier dans le domaine de l'assistance alimentaire d'urgence.
29. Les membres du Conseil ont visité le Centre pour les opérations d'urgence et ont rencontré M. José Antonio Segebre, Gouverneur d'Atlántico, ainsi que le personnel militaire et administratif responsable du centre.

Assistance alimentaire

30. Les membres du Conseil ont visité le Centre communautaire Bethel de protection de l'enfance, situé dans le département d'Atlántico. Ce centre participe au projet de réduction de l'anémie mené par le PAM en coopération avec le gouvernorat d'Atlántico, l'Institut national de la santé et l'Institut colombien du bien-être familial. Dans le cadre de ce projet, le PAM a contribué à réduire l'anémie chez les enfants de 6 à 59 mois en fournissant des micronutriments en poudre, en coordonnant les activités et en apportant une assistance technique.

Partenariats privés et publics

31. Le PAM appuie la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire en Colombie depuis de nombreuses années. Pour renforcer cette intervention fondée sur l'assistance alimentaire et tirer parti des ressources et des compétences complémentaires offertes par les secteurs public et privé, le PAM travaille actuellement aux côtés de la société Coca-Cola, de la Fondation Howard G. Buffet et de l'Institut colombien du bien-être familial en vue d'améliorer l'état nutritionnel des enfants très vulnérables de la côte Caraïbe de la Colombie, en encourageant la consommation d'un repas scolaire accompagné d'une boisson enrichie appelée Vitingo.

32. À proximité de Barlovento, dans le département d'Atlántico, les membres du Conseil ont visité l'école de Brisas del Rio, qui participe à ce projet. La direction de l'établissement a présenté les avantages qu'apportent les trois composantes du projet aux enfants: la composante relative à la nutrition, qui comprend un repas nutritif accompagné de la boisson enrichie Vitingo; la composante pédagogique, qui prône des modes de vie sains à travers une formation à la nutrition et à l'alimentation; et la composante consacrée aux infrastructures.

RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

33. Bien que la Colombie soit un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les inégalités économiques et sociales y restent très marquées – parmi les plus fortes de la région et du monde – et il y existe des poches de pauvreté, en particulier en milieu rural. Ces facteurs, conjugués au conflit armé, créent une situation de famine et d'insécurité alimentaire dans plusieurs régions du pays. Il est nécessaire d'affiner le ciblage afin de recenser les populations les plus pauvres, les plus touchées par l'insécurité alimentaire et les plus vulnérables, et de resserrer la collaboration entre le PAM et le Gouvernement colombien dans le domaine du renforcement des capacités, mais aussi de l'alerte rapide et de la préparation aux catastrophes.

34. De façon générale, le PAM mène des activités bien ciblées et dispose de partenaires lui permettant de partager les tâches et les responsabilités. Considérant que le mandat principal du PAM est l'aide humanitaire, nous recommandons que ses activités en Colombie soient davantage axées sur la réponse aux importants besoins constatés sur le plan humanitaire et en matière de sécurité alimentaire.

35. Le PAM devrait continuer de rechercher des possibilités de renforcer la collaboration et les partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies, tels que la FAO, l'OMS et l'UNICEF, afin de mettre au point des activités en tenant compte des avantages comparatifs, des atouts et du mandat de chaque organisme. Il serait souhaitable d'accroître la collaboration entre les trois institutions ayant leur siège à Rome, dont le FIDA, pour pouvoir lutter durablement contre l'insécurité alimentaire et la faim en Colombie.

36. Si le PAM s'occupe déjà de la sécurité alimentaire avec le concours d'organismes nationaux et locaux ainsi que d'ONG, la sécurité sanitaire des aliments est un problème qui doit être traité plus efficacement et un domaine dans lequel la FAO, l'OMS et le PAM pourraient accentuer leur collaboration.
37. En luttant contre l'insécurité alimentaire, le Gouvernement colombien agit dans le bon sens, et ce malgré la crise humanitaire persistante due au conflit armé. Comme le souligne son document de stratégie pour le pays, le PAM est bien placé pour apporter une assistance technique dans le cadre d'une approche stratégique et intégrée qui assure un transfert adéquat des responsabilités au Gouvernement et à d'autres institutions. Ce processus nécessitera de renforcer l'autonomie des acteurs concernés et la prise en charge par ces derniers de projets actuellement menés sous la responsabilité du PAM, à mesure que celui-ci passe de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire en Colombie.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

| | |
|--------|---------------------------------------------------------------------|
| ELN | Armée nationale de libération |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| FARC | Forces armées révolutionnaires de Colombie |
| FIDA | Fonds international de développement agricole |
| IPSR | intervention prolongée de secours et de redressement |
| OMD | objectif du Millénaire pour le développement |
| OMS | Organisation mondiale de la Santé |
| ONG | organisation non gouvernementale |
| PNUAD | Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |